

NON AU KRACH HOSPITALIER

OUI au retrait de la loi Bachelot

Partout en France, les hôpitaux publics, de l'hôpital de proximité au Centre hospitalier universitaire, sont confrontés à une même situation : déficit budgétaire, fermetures de lits et de services, licenciements dont les annonces tombent quotidiennement, restructurations à marche forcée, personnels surchargés et en nombre de plus en plus insuffisant, dégradation des conditions de travail de tous les professionnels...

Les plans de redressements sont de plus en plus nombreux. Leurs dégâts pour l'emploi public, pour la réponse aux besoins de la population sont considérables.

**De fait, ce sont la qualité et l'accès aux soins pour toutes et tous qui sont remis en cause !
Toute la population en pâtit !**

La loi Bachelot, discutée à l'Assemblée nationale en janvier ou février, loin de résoudre ces problèmes, constitue un véritable danger pour l'hôpital public. Elle fait la part belle au privé en cherchant à gommer les limites entre le public et le privé aux grands bénéficiaires du secteur lucratif. Elle porte un recul considérable de démocratie sanitaire en renforçant le pouvoir des futures Agences régionales de santé et celui des directeurs des futures Communautés hospitalières territoriales : personnels, usagers et élus voient leur rôle restreint et ignoré !!!

Cette loi va accélérer les restructurations qui partout accentuent la désertification médicale de régions entières et augmentent les charges et difficultés des établissements supposés profiter des regroupements.

Aujourd'hui, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer cette politique destructrice. Les chefs de services et les salariés des hôpitaux de Paris, les comités de défense de l'hôpital, les organisations syndicales qui refusent les projets gouvernementaux disent, chacun à leur façon, leur exigence de la défense de l'hôpital public et des moyens de sa relance.

**Face à ce front large, une seule solution s'impose :
le retrait du projet Bachelot.**

Les communistes sont avec les personnels et les usagers qui, dans de multiples localités, s'opposent à ce projet désastreux pour la santé publique.

Dans chaque circonscription, demandons à notre député-e de soutenir ce mouvement. Chacun devra ainsi prendre ses responsabilités.

Pour leur part, les parlementaires communistes ont proposé à Mme Bachelot de discuter d'une autre vision de la santé.

Pas la santé marchandise, pas le monde des multinationales de l'assurance.

**Une santé gratuite accessible à tous et toutes,
un hôpital public qui retrouve les couleurs de ses missions
publiques, des personnels de santé motivés
et bien dans leur métier...**

Disons-le clairement, il s'agit d'un choix politique, d'un choix de société. N. Sarkozy a trouvé 350 milliards d'euros pour les banquiers. Un petit effort pour la solidarité, et le trou de la Sécu ne sera plus qu'un mauvais souvenir, les franchises et les dépassements des vieux trucs d'avant, et la crise de l'hôpital une image d'Épinal !

